

Dix communes s'unissent pour sauver leurs routes

20 Minutes – 20 février 2020

Cinq communes françaises et cinq suisses partagent les mêmes inquiétudes liées au projet d'autoroute du Chablais. Le trafic qui risque de traverser les villages en fait partie.

Front commun

Côté suisse, Choulex, Gy, Jussy, Meinier, Presinge et Puplinge ont signé le courrier. Les communes sont alliées, côté français, à Annemasse Agglo, à Juvigny, Machilly, à Saint-Cergues et à Ville-la-Grand. En France, le courrier a été adressé au Conseil départemental 74 et à la Préfecture de la Haute-Savoie

Le but, c'est vraiment de travailler ensemble plutôt que s'opposer frontalement. Nous avons les mêmes problèmes de circulation avant et après la frontière», résume Gilles Marti. Le maire de Puplinge a signé, avec quatre autres communes frontalières genevoises, et cinq françaises (lire encadré), un courrier adressé mardi au Conseil d'Etat. Toutes s'inquiètent du projet d'autoroute du Chablais, qui reliera Thonon à Machilly, et plus spécifiquement du trafic qui risque de submerger les villages. La missive demande à ce qu'une séance commune soit tenue ce printemps entre les communes et les autorités compétentes en matière de transports, soit pour la Suisse le Canton. Le gouvernement est partant. «Nous demandons une série de mesures cohérentes pour accompagner la mise en service de la route, précise le maire de Puplinge. Pour moi, cela serait de l'ingérence que de s'y opposer (ndlr: [à l'instar de la Ville de Genève qui a déposé un recours](#)).

La missive envoyée mardi met en avant l'hypothèse suivante: 42% des véhicules empruntant la future autoroute auront pour destination ou pour point de départ Genève. Les petites communes limitrophes seront traversées dans un sens comme dans l'autre par les automobilistes déboulant de la voie rapide et qui ne voudront pas pousser jusqu'à Annemasse pour rejoindre ou quitter le canton. La maire de Jussy, Anne-Françoise Morel, ne combat pas non plus le projet français. Elle craint en revanche pour «les petites routes de villages, pas adaptées au trafic. In fine, c'est la commune qui paye si elles s'abîment.» Côté français, les communes signataires du courrier demandent à ce que l'autoroute du Chablais soit raccordée à l'A40, qui dessert Annemasse. «Actuellement, un des barreaux du contournement d'Annemasse n'est pas fonctionnel, il y a beaucoup de bouchons, indique Gabriel Doublet, maire de Saint-Cergues et vice-président d'Annemasse Agglo. Les automobilistes qui souhaitent éviter la circulation privilégient les routes villageoises.»

Les communes ont esquissé certaines mesures. Le covoiturage obligatoire à certaines heures, les feux-rouge de régulation ou le rétrécissement de chaussées, avec création de trottoirs et aménagements pour les cyclistes, en font partie. Porte-parole du Département genevois des infrastructures, Roland Godel affirme qu'une «collaboration franco-genevoise pour examiner la situation de ces douanes et rechercher des solutions efficaces aux nuisances induites par les mouvements pendulaires, comme cela a été fait au niveau des petites douanes du sud du canton», est souhaitable. «Le projet pourra avancer concrètement avec les partenaires concernés après les élections municipales.»